LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Comité interministériel pour la coopération au développement (CID)
Procès-verbal de la réunion du 2 février 2018

Base légale:

- Loi du 9 mai 2012 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire
- Règlement grand-ducal du 7 août 2012 fixant la composition et le fonctionnement du Comité interministériel pour la coopération au développement

Listes de présence:

Délégués

Manuel TONNAR	Président, Direction de la Coopération, MAEE	☑
Alain BECKER	Intérieur	
Cherryl DENTZER	Développement durable et Infrastructures (suppl.)	
Dominique FABER	Famille	**Excusée**
Georges GEHL	Développement durable et Infrastructures	
Tom HANSEN	Justice	**Excusé**
Georges HEINEN	Finances	☑
Patrick HEMMER	Etat	☑
Christine HERZEELE	Agriculture	☑
Marguy KOHNEN	Développement durable et Infrastructures	☑
Karin MANDERSCHEID	Ministère de la Sécurité sociale (suppl.)	
Eva MARKUSDOTTIR	Égalité des Chances (suppl.)	
Noémie MAROCHI FEYDER	Santé	☑
Miguel MARQUES	Ministère des Finances (suppl.)	**Excusé**
Karin MODERT	Éducation Nationale	**Excusée**
Jean OLINGER	Inspection générale des Finances	☑
Georges PAULUS	Éducation nationale (suppl.)	
Sylvie PROMMENSCHENKEL	Direction de l'Immigration (suppl.)	
Dina RAMCILOVIC	Justice	**Excusée**

Isabelle SCHROEDER	Égalité des Chances	
Pascale SPELTZ	Inspection générale de la Sécurité sociale	☑
Manon UNSEN	Direction de l'Immigration	**Excusée**
Patricia VILAR	Intérieur (suppl.)	
Nadine WELTER	Travail	
Marc WEYRICH	Logement	**Excusé**
Barbara ZECHES	Culture	**Excusée**

Autres participants

Patricia POMMERELL	Directeur adjoint de la coopération au développement
Thomas LAMMAR	Responsable « Cohérence des politiques », D5

Contenu

1) Approbation de l'ordre du jour 3

2) Approbation des procès-verbaux 3

3) Définition du programme de travail 2018 du CID 3

4) Questionnaire de l'OCDE sur les mécanismes institutionnels pour renforcer la cohérence des politiques dans le cadre de la mise en œuvre des ODD 4

5) Points d'information 5

a. Entrée en vigueur de la loi modifiée sur la coopération 5

b. Visite officielle de S.A.R. le Grand-Duc au Sénégal 5

c. Dates des Assises de la coopération 2018 5

1) Approbation de l'ordre du jour

Le président souhaite la bienvenue aux participants, remercie les membres présents et leur demande d'approuver l'ordre du jour.

2) Approbation des procès-verbaux

Les procès-verbaux des réunions du 29 septembre 2017 et du 17 novembre 2017 ont dû être retravaillés pour tenir compte de toutes les remarques des intervenants. Le président informe le comité que dorénavant chaque présentation au comité sera annexée au procès-verbal et n'y sera donc plus décrite en détail.
Le comité approuve les procès-verbaux du 29 septembre 2017, du 17 novembre 2017 et du 8 décembre 2017.

3) Définition du programme de travail 2018 du CID

Le président rappelle au comité qu'il convient de fixer un plan de travail pour les sessions du comité en 2018 et invite les membres de lui faire part de leurs idées et suggestions. Il y aura certainement des matières à traiter en ce qui concerne la cohérence des politiques. Vu que tous les ministères ne sont pas représentés à la session actuelle du comité, les membres seront contactés pour les inviter à soumettre leurs suggestions.

Les dates des réunions du comité pour 2018 sont les suivantes:

02.02.2018
30.03.2018
01.06.2018
13.07.2018
05.10.2018
30.11.2018

Comme de coutume, une de ces réunions sera réservée au Cercle des ONG en relation avec le thème de la cohérence des politiques pour le développement.

La déléguée du Ministère du Développement durable suggère de présenter l'état d'avancement et le processus des travaux de mise en œuvre national de l'agenda 2030. Le plan national de développement durable (PNDD) a été présenté lors de la session du forum politique de haut niveau de juillet 2017 à New York par les Ministres Romain Schneider et Carole Dieschbourg. Le PNDD se concentre sur quatre défis déclinés en objectifs qui sont importants pour le pays: le

développement démographique dynamique, la diversité de la population résidente et active, la dépendance de l'économie d'un secteur économique et l'impact sur le climat et l'environnement.

Vu que toutes ces matières sont traitées au sein de la Commission interdépartementale de développement durable (CIDD), le président suggère de se concentrer au comité sur les points qui ont trait à la coopération au développement.

Le délégué du Ministère d'Etat suggère de traiter les activités des dernières dix années du gouvernement luxembourgeois dans la région du Sahel. Quelles sont les leçons apprises de ces activités? Que pouvons-nous améliorer? Une discussion au sein du comité pourrait traiter de tous les aspects de ces activités (défense, migration, dimension politique (ambassade), finances, économie, secteur privé).

Le délégué du ministère des finances propose de faire une présentation sur les outils de « blended finance ». Il s'agit de l'utilisation stratégique de plusieurs instruments financiers, des prêts, des garanties (à côté des dons) pour la coopération au développement.

Le président informe le comité qu'un point à l'ordre du jour d'une des prochaines réunions sera la stratégie générale en matière de coopération. Les réflexions internes sont en phase de finalisation. La Direction de la coopération fera un contrat avec « Overseas Development Institute », un groupe de réflexion anglais indépendant sur le développement international et les affaires humanitaires, pour peaufiner la stratégie. Un atelier sera organisé, avec les ministères et les acteurs du développement de la société civile, pour finaliser cette stratégie. Les instruments financiers de la coopération seront discutés à cette occasion.

En matière de cohérence des politiques, il serait également opportun de discuter sur les fiches d'impact préparées par la société civile destinées à mesurer la durabilité de la coopération. Le plan gouvernemental prévoit également de mettre en œuvre un contrôle de durabilité.

Le président propose d'inviter des experts au comité pour faire des présentations au comité en matière de coopération et invite les membres de lui faire part de leurs suggestions pour de tels exposés.

Le questionnaire de l'OCDE (voir point 4 ci-dessous) ayant été soumis, le Luxembourg recevra des réactions de l'OCDE que le comité pourra discuter.

4) Questionnaire de l'OCDE sur les mécanismes institutionnels pour renforcer la cohérence des politiques dans le cadre de la mise en œuvre des ODD

Le questionnaire avait été présenté au comité lors de sa séance du 17 novembre 2017 par M. Thomas Lammar, responsable à la direction de la coopération pour la cohérence des politiques. Tous les ministères intéressés ont contribué à remplir le questionnaire qui a entretemps été soumis à l'OCDE. Les résultats du questionnaire seront discutés dans une séance ultérieure à laquelle le Cercle des ONG sera invité.

5) Points d'information

a. Entrée en vigueur de la loi modifiée sur la coopération

Le président informe le comité du vote de la nouvelle loi modifiée sur la coopération le 6 décembre 2017. Elle a été publiée à la fin de l'année pour entrer en vigueur le 1er janvier 2018. Les modifications concernent les taux de cofinancement qui ont été fixés à 80% pour les projets mis en œuvre dans les PMA et les pays partenaires de la coopération luxembourgeoise ainsi que pour les projets qui ciblent directement les droits de la personne et l'élimination de la violence à l'égard des femmes et jeunes filles. Tous les autres projets, que ce soient des cofinancements simples ou des projets faisant partie d'accords-cadres, seront désormais cofinancés à 60%.

b. Visite officielle de S.A.R. le Grand-Duc au Sénégal

La visite officielle s'est déroulée à l'entière satisfaction dans ce pays partenaire de longue date de la coopération luxembourgeoise. Les relations avec le Sénégal se basent à 90% sur la coopération en développement et un nouveau PIC (Programme Indicatif de Coopération) de 65 mio € sur 5 ans a été signé en marge de la visite. A noter que la délégation était composée de Monsieur Romain Schneider, de Madame Carole Dieschbourg, de Madame Francine Closener, du Ministère des Finances, du Directeur de la Chambre de Commerce, d'une délégation économique et des représentants d'entreprises, montrant la diversification et le haut niveau des relations que nous avons avec ce pays. Un forum économique avait été organisé avec une grande participation d'entreprises luxembourgeoises. La délégation a par ailleurs pu rencontrer des représentants du Luxembourg Institue of Health et du Centre Hospitalier de Luxembourg collaborant sur place avec des laboratoires dans la lutte contre le SIDA. Le volet « Banque Africaine de Développement » a également pu être couvert (voir présentation en annexe).

c. Dates des Assises de la coopération 2018

Les Assises de la coopération 2018 auront lieu les 26 et 27 septembre 2018. Le lieu sera encore confirmé. (N.B. Les dates ont entretemps changé pour les 19 et 20 septembre 2018.)

Pour mémoire, la prochaine réunion du CID se tiendra le vendredi 30 mars 2018 à 10h30

Document annexé au procès-verbal:

- Présentation de la Banque Africaine de Développement au Forum économique Luxembourg-Sénégal, Dakar, le 23 janvier 2018

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

BUREAU REGIONAL DU SENEGAL

FORUM DE LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE SUR LES INVESTISSEMENTS DANS LES TIC

Dakar 23 janvier 2018

Par Serge N'GUESSAN, Ph.D, *Responsable-pays*

1. **Présentation de la BAD et ses interventions en Afrique de l'Ouest**
2. **La BAD et le secteur privé**
3. **Les instruments d'intervention**
4. **Exemples de projets**

PRESENTATION DE LA BAD
ET
SES INTERVENTIONS EN AFRIQUE DE L'OUEST

LA BAD PARTENAIRE DU SECTEUR PRIVE

La Première Institution de Développement en Afrique

Créée en 1964

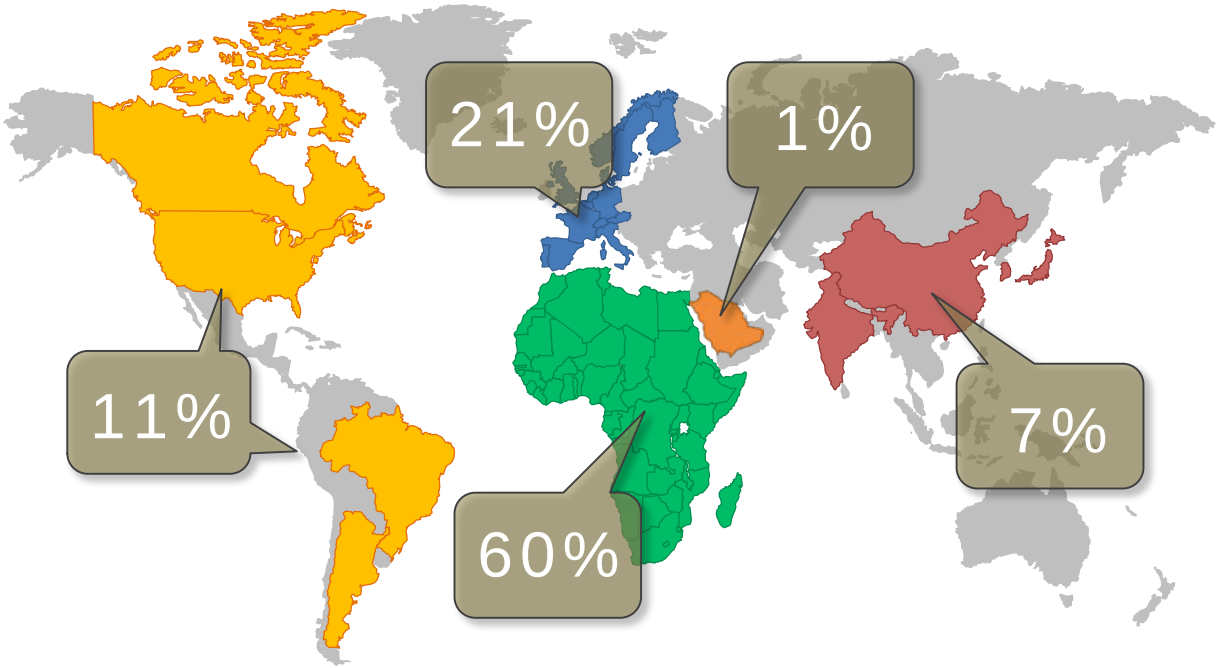
Institutions membres du groupe de la Banque Africaine de Développement: BAD + FAD + FSN

Mission - économique et au progrès social en Afrique et réduire la pauvreté sur le continent contribuer au développement

Chiffres clés

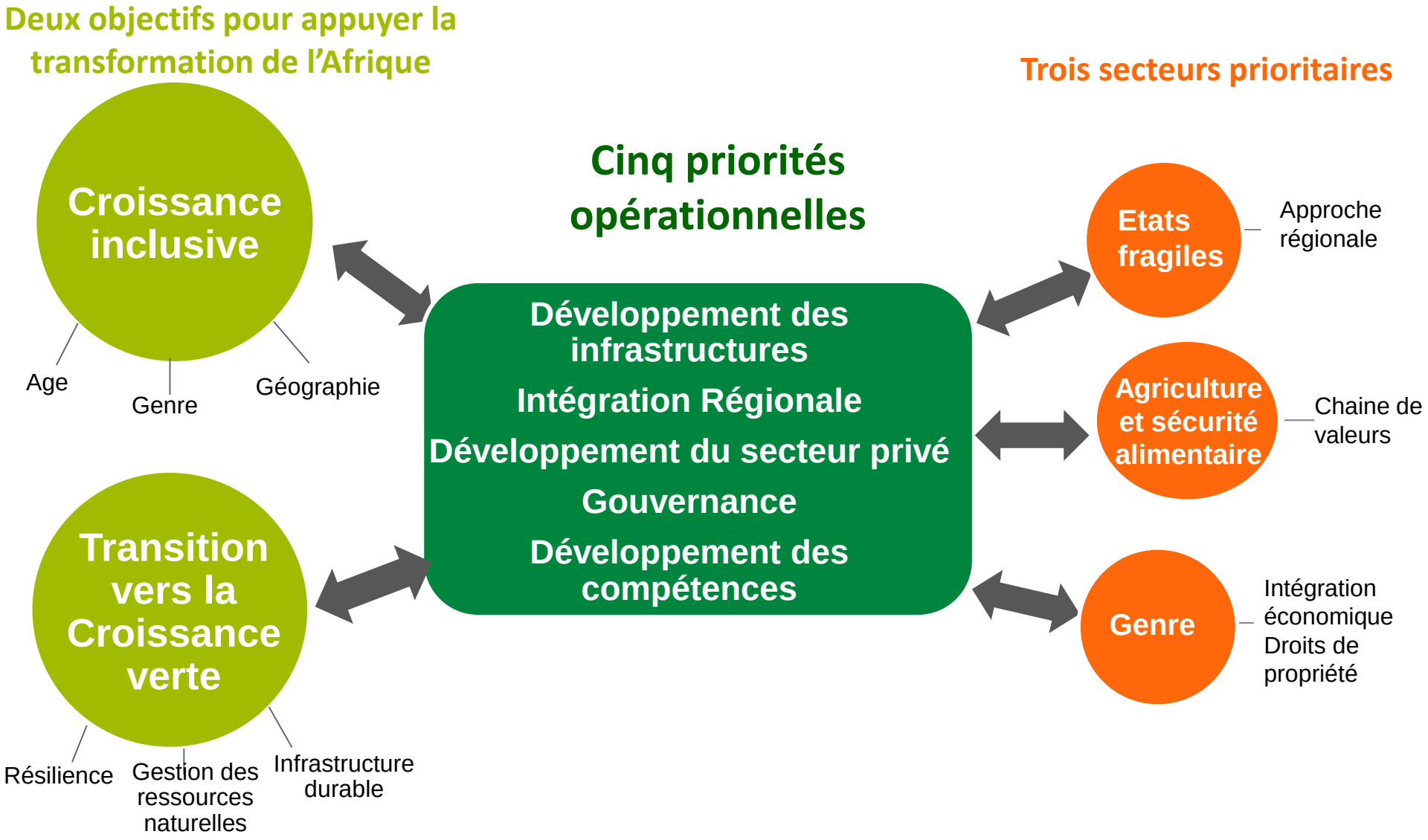
- Notation: AAA par toutes les agences de notation
- Capital autorisé: 105 milliards USD
- Actionnaires: 54 pays Africains
  26 pays non-Africains

Afin de mener à bien son mandat, le Groupe de la BAD bénéficie d'un soutien fort de ses actionnaires présents sur tous les continents *(54 Pays Membres régionaux & 26 Pays Membres non-Régionaux)*



- **Amérique du Nord et du Sud:** 4 pays membres Actionnariat: **11%**
- **Europe :** 15 pays membres Actionnariat: **21%**
- **Asie:** 4 pays membres Actionnariat: **7%**
- **Moyen-Orient:** 3 pays membres Actionnariat: **1%**
- **Afrique:** 54 pays membres Actionnariat**: 60%**

la BAD: Au centre de la transformation de l'Afrique - Stratégie 2013-2022



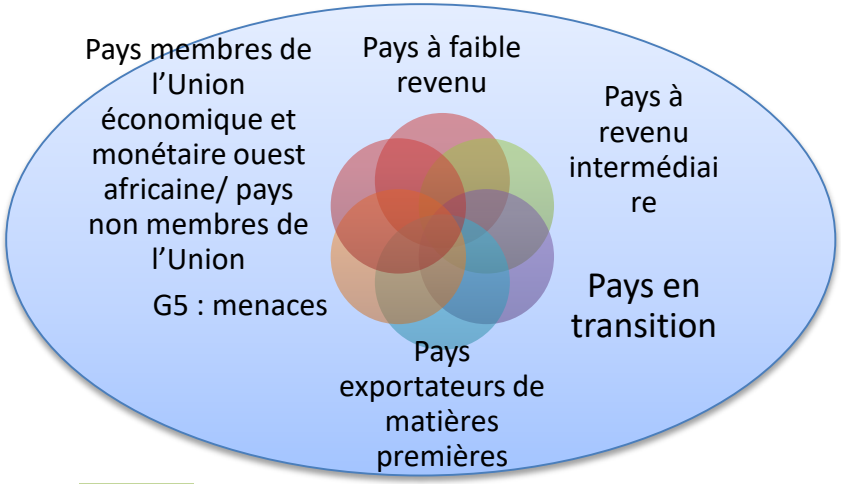
Cinq Priorités pour transformer l'Afrique

La Banque a renforcé sa Stratégie décennale 2013-2022, par les «cinq grandes priorités » ("High Fives" en anglais) pour accélérer le développement de l'Afrique au cours des 10 prochaines années.

- Eclairer et Electrifier l'Afrique
- Nourrir l'Afrique
- Industrialiser l'Afrique
- Intégrer l'Afrique
- Améliorer la qualité de vie des populations Africaines

LA BANQUE ET LE POTENTIEL DES BESOINS DE LA RÉGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Les différents paysages du développement de la Région



26,3 % Part de la région dans le PIB du continent (2016)

300 m Population de l'Afrique de l'Ouest

18,8 % Pouvoir de vote de la région à la BAD (au 09/17)

12 Présence de la BAD dans 12 pays sur 15

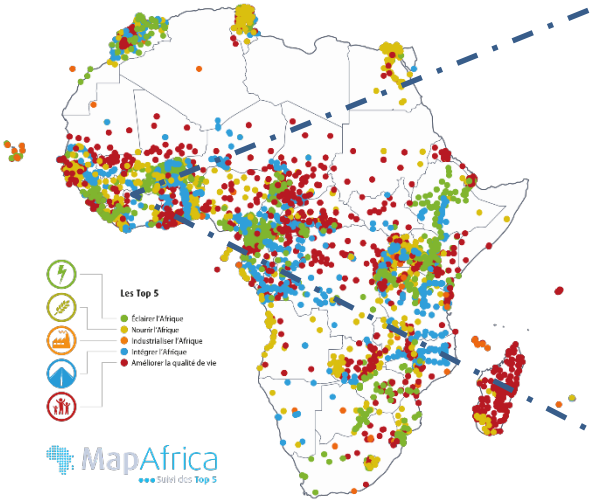
Les grandes tendances laissent entrevoir une croissance forte et durable…

- Environnement macroéconomique et gouvernance améliorés
- Le dividende démographique (30 % de jeunes) suscite des attentes
- Réserves de ressources importantes et diversifiées
- La région est plus connectée, ce qui offre des possibilités pour le commerce intra-régional
- Les programmes régionaux sont plus visibles et bénéficient d'un large soutien politique

Mais, la région doit relever d'importants défis

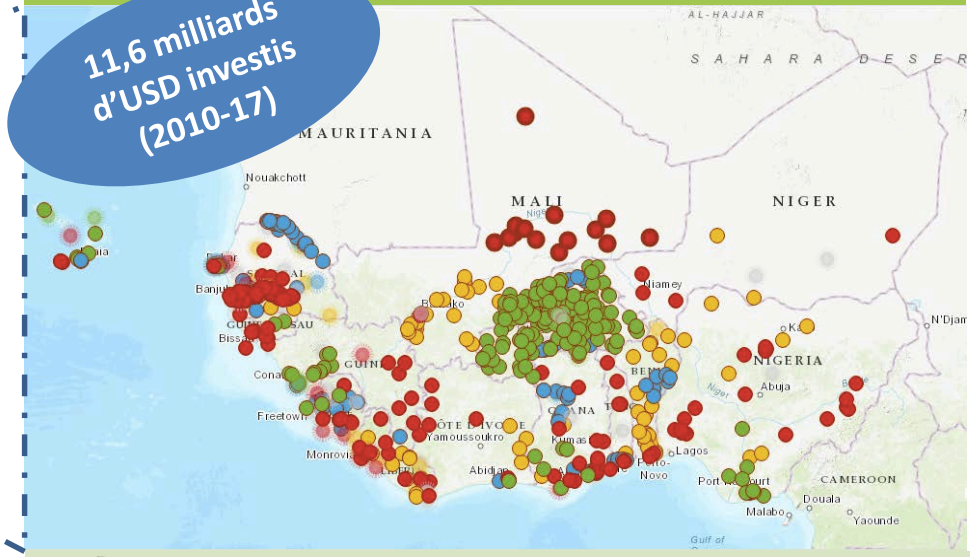
- La croissance n'est pas suffisante pour induire une réduction généralisée et équitable de la pauvreté
- Le sous-emploi et le chômage des jeunes
- Les économies stagnent dans des secteurs à faibles valeur ajoutée & production agricole
- Les infrastructures matérielles sont insuffisantes
- Les problèmes environnementaux, écologiques et de sécurité menacent la stabilité régionale

APERÇU DES OPÉRATIONS DE LA BANQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST



APERÇU DES OPÉRATIONS (2010-2017) | AFRIQUE DE L'OUEST

11,6 milliards d'USD investis (2010-17)



- Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie
- Nourrir l'Afrique
- Industrialiser l'Afrique
- Intégrer l'Afrique
- Améliorer la qualité de vie des populations africaines

RÉSULTATS OBTENUS : CHANGER LA VIE DES POPULATIONS D'AFRIQUE DE L'OUEST À TRAVERS DES PROJETS PORTEURS DE TRANSFORMATION

ÉCLAIRER L'AFRIQUE

s d'1,1 million de personnes ont un accès amélioré à l'électricité grâce à des interventions dans les pays suivants :

CABO VERDE : Parc éolien de Cabeolica
CÔTE D'IVOIRE : Centrales CIPREL et AZITO
GUINÉE : Projet d'électrification rurale
SENEGAL: Centrale de Kounoune

NOURRIR L'AFRIQUE

Accroître les revenus et la productivité en faveur de plus d'1,4 million de personnes dans les pays suivants :

BÉNIN : Projet agricole de la vallée de l'Ouémé

NIGER : Projet d'eau et d'assainissement pour améliorer la sécurité alimentaire

GUINÉE BISSAU : Projet de réhabilitation des secteurs agricole et rural

MALI : Barrage de Talo

INDUSTRIALISER L'AFRIQUE

Plus de 17 000 emplois créés et plus de 800 personnes formées grâce à un appui à l'industrie dans les pays suivants :

SENEGAL : Compagnie Agricole

SIERRA LEONE : Addax Bioenergy

NIGERIA : Indorama Eleme Fertilizer

GHANA : Projet de développement des compétences pour l'industrie

INTÉGRER L'AFRIQUE

Améliorer la connectivité régionale pour plus de 3 millions de personnes grâce à des interventions dans les pays suivants :

SÉNÉGAL: Aéroport Blaise Diagne & Terminal à conteneurs

GAMBIE : Pont transgambien

TOGO : Projet du terminal à conteneurs de Lomé

AMÉLIORER LA QUALTITÉ DE VIE DES POPULATIONS AFRICAINES

Étendre l'accès à l'eau potable à 1,6 million de personnes et fournir des services financiers à 100 000 personnes grâce à des interventions dans les pays suivants :

BURKINA FASO

LIBERIA : Projet d'investissement AccessBank

POUR L'AVENIR, DES RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES SERONT NÉCESSAIRES POUR LA TRANSFORMATION…

Ambitieux Programmes nationaux porteurs de transformation

- Bénin révélé 2016-2021
- Plan national de développement économique et social 2016-2020
- Plan stratégique de développement durable 2017-2021
- Plan national de développement 2016-2020
- Plan national de développement 2017-2021
- Programme coordonné de développement économique et social 2017-2024
- Plan National de développement économique et social 2016-2020
- Terra Ranka 2015-2020
- Agenda pour la transformation : 2013– 2017
- Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable 2016-2018
- Plan de développement économique et social 2017-2021
- Plan de relance et de croissance économique 2017-2020
- Plan Sénégal Émergent
- Agenda pour la prospérité 2013 2018
- Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi 2013-2017

Pour atteindre les objectifs stratégiques et les cibles régionales

- Renforcer **la paix, la sécurité, la gouvernance** ;
- Veiller à la **transformation structurelle** et **soutenir les secteurs catalyseurs** pour la croissance et l'emploi ;
- Renforcer le **bien-être des populations**, le capital humain et la transition démographique ;
- Améliorer la gestion durable des **ressources naturelles** et de **l'environnement**.

Les PMR attendent du secteur privé qu'il comble 30 à 70 % du déficit de financement

Des ressources supplémentaires sont nécessaires pour la région

45 à 50 milliards d'USD par an

LES CADRES D'INTERVENTION DE LA BAD DANS LES QUATRE PAYS COUVERTS PAR LA REPRÉSENTATION A PARTIR DU SÉNÉGAL

1- Cabo Verde Document de stratégie pays (DSP) 2014-2018

- Pilier I : le renforcement et la diversification des infrastructures pour appuyer le développement durable;
- Pilier II : le renforcement de la gouvernance économique dans les secteurs public et privé.
- ***Montant programmé sur le guichet BAD (public et privé) : 154 millions USD, dont 30% pour les infrastructures (port, énergie) et 14 millions USD sur le guichet BAD Privé.***

2- Guinée Bissau, DSP 2015-2019

- Pilier I: Renforcer la gouvernance et les fondations de l'Etat
- Pilier II: Développer les infrastructures favorisant une croissance inclusive

Montant programmé pour le DSP 2015-2019 (FAD XIII et FAD IX): 92 millions USD dont 47% pour les infrastructures (route, énergie)

3- Gambie, Note de Synthèse Pays : 2017-2019.

- Trois Principaux domaines d'intervention : Energie ; Eau et assainissement ; et Agriculture

Montant programmé : 43 millions USD; 57% pour les infrastructures (énergie, route, eau et assainissement)

4- Sénégal, DSP 2016-2020

- Pilier 1 : Appui à la transformation agricole ;
- Pilier 2 : Renforcement des infrastructures de soutien à la production et à la compétitivité (énergie et transport).

Montant programmé pour le DSP 2016-2020 : 1,4 milliard de USD dont 1,2 sur le guichet BAD public. Part des infrastructures (énergie, eau-assainissement, route, chemin de fer) environ 60%.

LA BAD ET LE SECTEUR PRIVE

TROIS PILLIERS POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

1. Améliorer le climat d'investissement et des affaires Afrique

Cadre institutionnel et réglementaire

- Soutenir les efforts du gouvernement visant à renforcer les lois, les systèmes et les politiques fiscaux régissant l'environnement des affaires

Gouvernance

- Aider à combattre la corruption, promouvoir la transparence financière

Planification

- Aider les gouvernements à planifier les investissements en infrastructures,

Marchés

- Approfondir et élargir les marchés financiers et des capitaux
- Renforcer le marché du travail, et développer davantage le secteur formel et les compétences des jeunes

2. Elargir l'accès des entreprises aux infrastructures sociales et économiques

Infrastructures matérielles:

- Transport (routes, ports, aéroports, rails…)
- TIC(Satéllites, fibre optique, câbles, téléphonie…)
- Energie & Eau
- Santé
- Assainissement

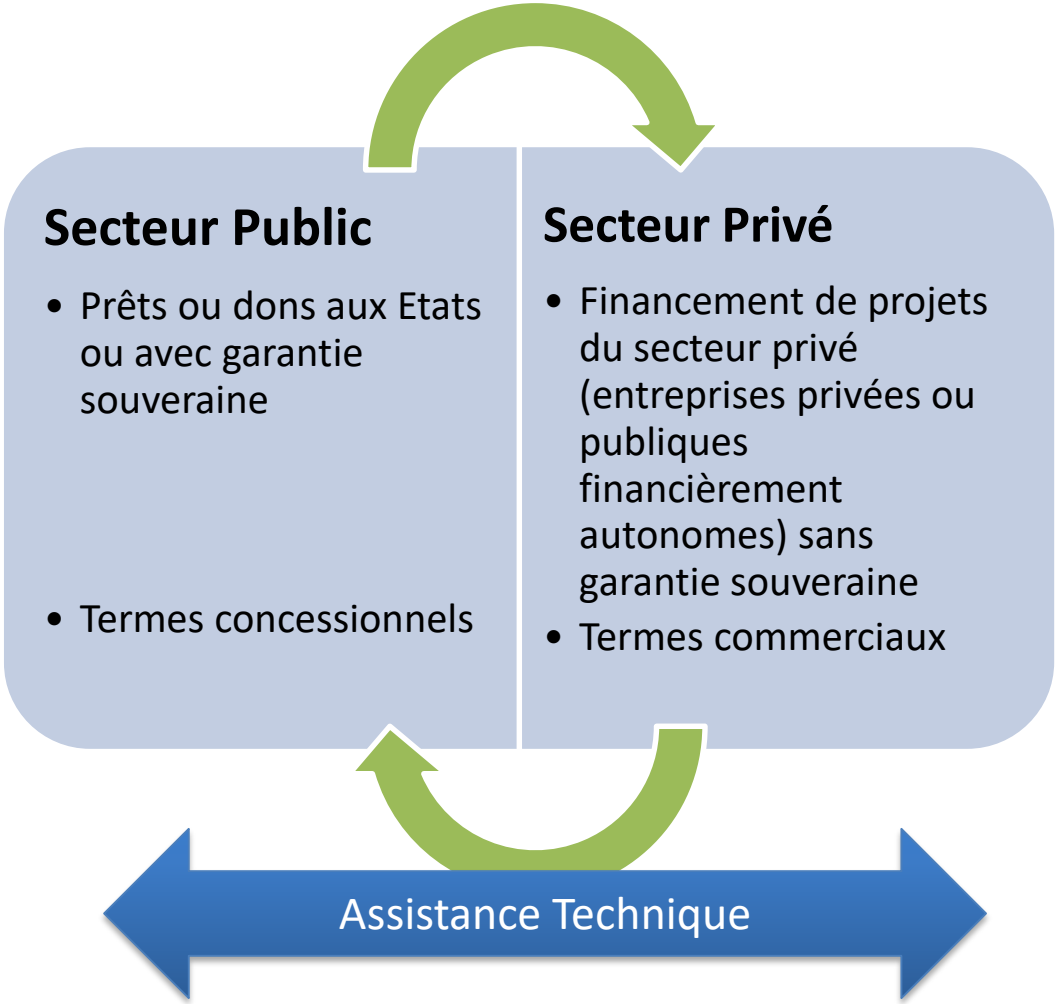
Infrastructures immatérielles

- Cadre juridique/règlementaire
- Intermédiation financière
- Notation de crédit
- Assistance technique

3. Promouvoir le développement des entreprises

- Faciliter l'accès au financement
- Encourager l'esprit d'entreprise et la compétitivité
- Promouvoir la chaîne de valeur et les liens du marché

Deux guichets de financements: **UNE Banque**.

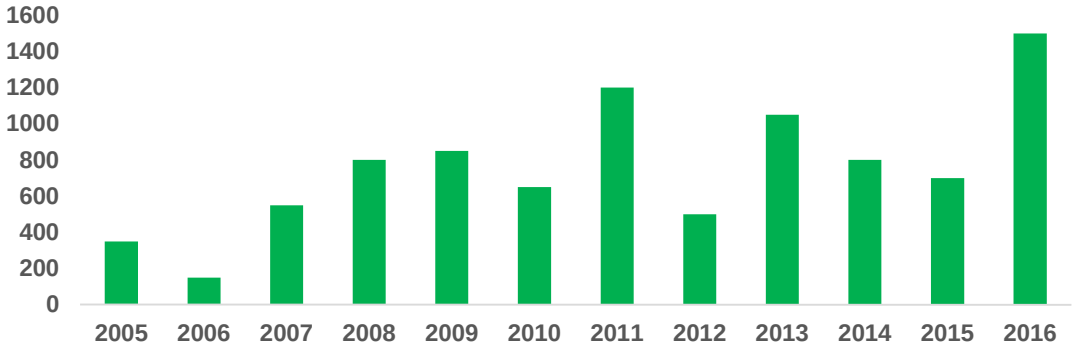


Les opérations du secteur privé de la BAD couvrent un large éventail de secteurs

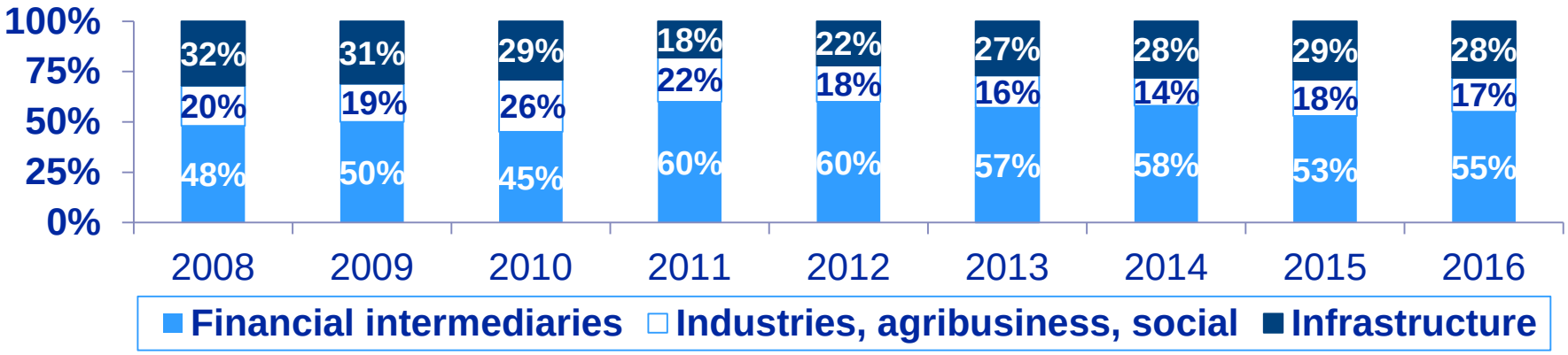
- **Pétrole et gaz:** raffinage, pipelines, distribution
- **Institutions financières:** banques, assurances, marchés financiers
- **Mines:** extraction minière, raffinage, fonderies, transformation
- **Industries:** ciment, engrais
- **Agri-business:** sucres, huileries, foresterie, céréales,
- **Social:** santé, industrie pharmaceutique, éducation, hôtellerie
- **Energie:** production, transmission, services publics énergétiques
- **Transport:** ports, routes, aéroports, chemins de fer
- **TICs:** fibres optiques, câbles sous-marins, satellites
- **Eau**: distribution, purification, traitement, services publics

OPERATIONS DE PRETS DU SECTEUR PRIVE

De 4-5 operations par an, autour de 300 million USD



a 15 - 25 operations par an environ 2–2,5 milliard USD



Le Portefeuille du Secteur Privé est d'environ 11 milliards USD.

L'activité du Secteur Privé a fortement augmenté pour représenter aujourd'hui 1/3 des approbations annuelles de la Banque.

INSTRUMENTS D'INTERVENTION

DES INSTRUMENTS D'INTERVENTION QUI REPONDENT A LA DEMANDE DES ENTREPRISES

Dette de 1er rang

- Durée: jusqu'à 15 années
- Période de grâce: jusqu'à 5 années
- Devises ou monnaie locale
- Maximum de 1/3 du cout total du projet

Dette Subordonnée

- Monnaie locale ou devises
- Dette subordonnée, mezzanine, ou bien quasi fonds propres
- Termes similaires à la dette de premier rang

Prise de participation au capital

- Quasi prise de participation
- <25% du capital
- Prise de participation directe
- Indirect a travers les fonds d'investissements

Garanties

- Partielle de Risques
- Partielle de Crédit

Financement du Commerce

- Lignes de crédit de financement du commerce
- Facilite de financement des matières premières
- Accord de participation aux risques

Syndication Prêts A/B

- Accord de Participation
- Atténuation du risque pays par le PCS
- Banques commerciales partenaires

Assistance Technique

- Préparation des projets
- Soutien aux réformes
- Renforcement des Capacités
- Appui-conseil développement du secteur privé

CRITERES D'ELIGIBILITE POUR LES PROJETS DU SECTEUR PRIVE

ALIGNEMENT STRATEGIQUE

- Priorités économiques et sociales du pays
- Priorités stratégiques de la BAD dans le pays et au niveau régional

VIABILITE COMMERCIALE

- Expérience avérée du promoteur
- Adéquation avec le marché
- Structure financière solide
- Taux de rentabilité
- Maitrise des risques

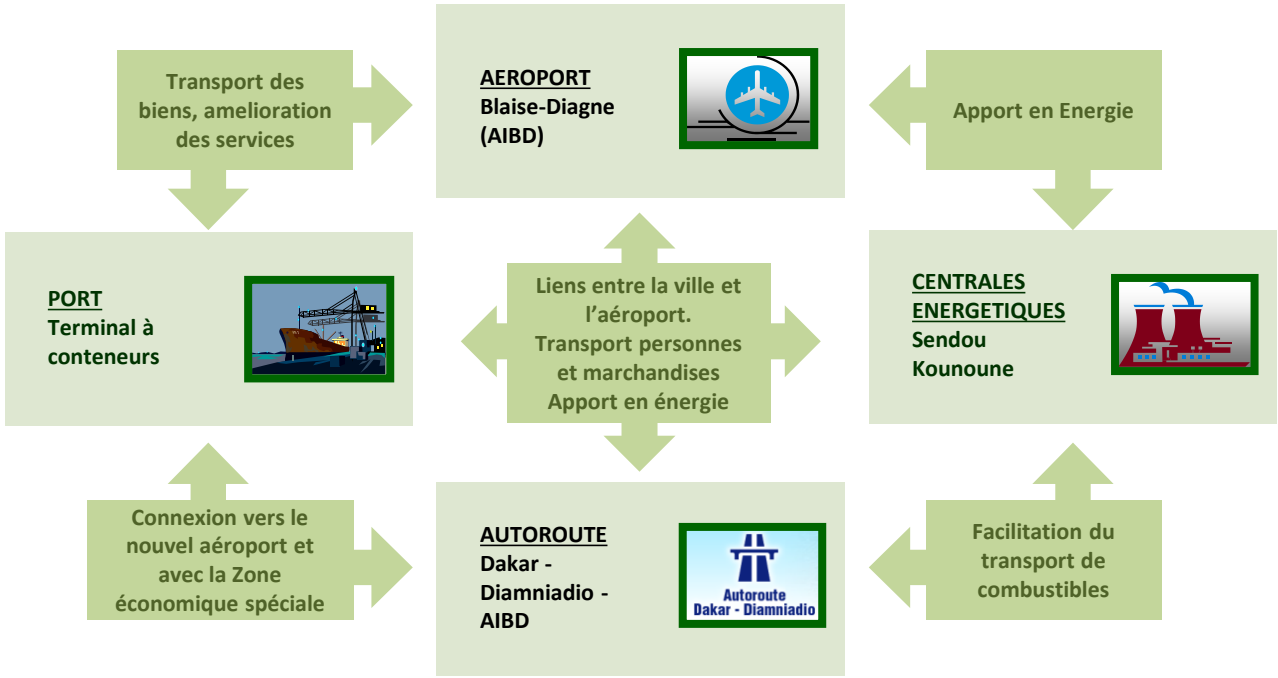
L'IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT

- Impact sur l'emploi local
- Impact sur le genre
- Impact Environnemental et Social
- Résilience macroéconomique
- Impact fiscal

ADDITIONALITE

- Singularité du montage financier
- Attrait exercé sur les investisseurs commerciaux
- Atténuation du risque politique et financier
- Complémentarité

APPROCHE INTEGREE DE DEVELOPPMENT DES INFRASTRUCTURES AU SENEGAL

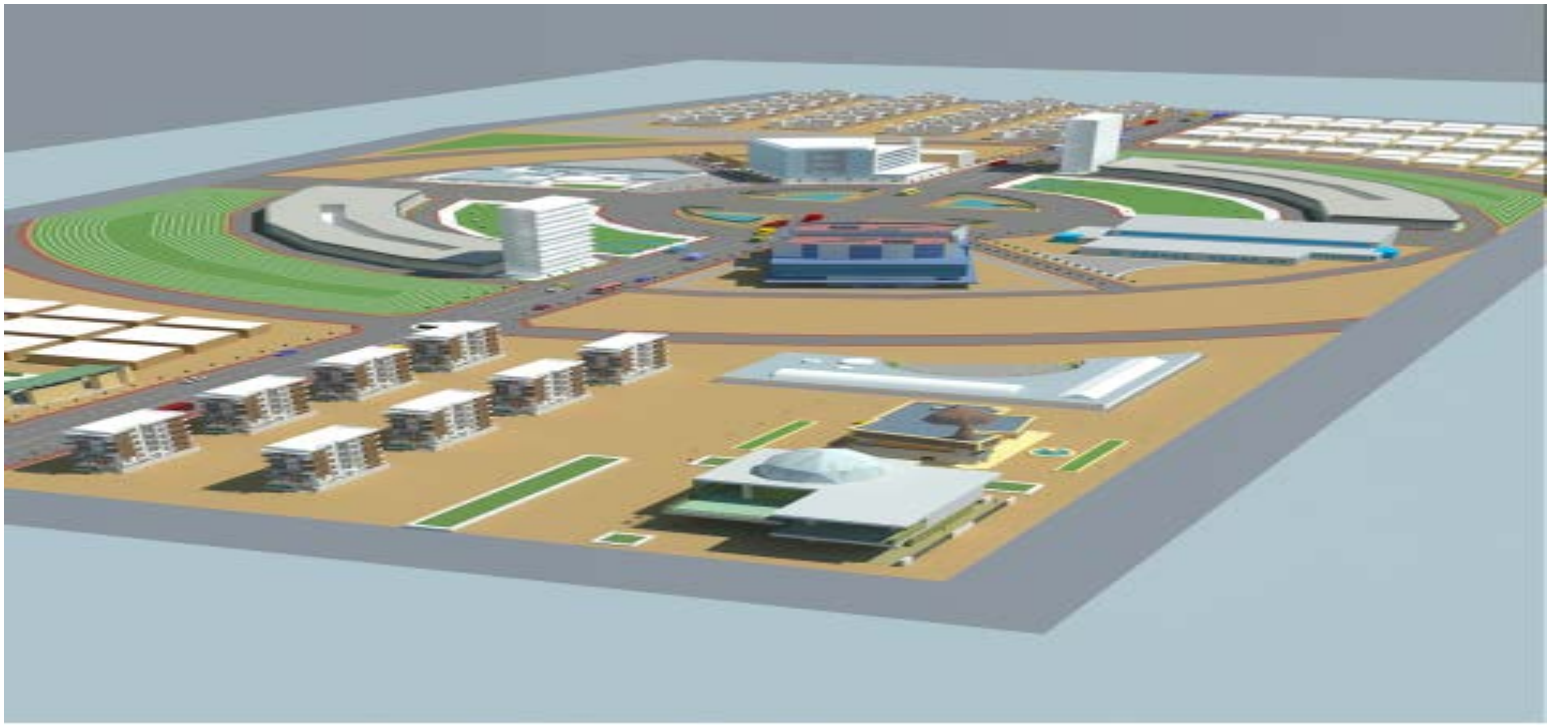


EXEMPLES DE PROJETS

Projet de restauration des fonctions écologiques et économiques du lac de Guiers

- **Approbation Sept 2013 achèvement prévu en Décembre 2018.**
- **Financement FAD 13 millions UC (15,44 million EUR) et FEM 1,08 millions EUR**
- **Réalisations :**
  - Réhabilitation de tous les ouvrages de gestion du lac (digues, ouvrages de régulation et chenaux
  - Aménagement de la réserve internationale d'avifaune du Ndiael
- **Effets & Impacts**
  - Débit de la Taouey passe, en 2015 de 3,6 à 6,5 millions m3/j.
  - Disponibilité d'eau dans le lac passe de 1,2 milliards de m3 à 2,34 milliards de m3.
  - Augmentation nette des revenus tirés de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.
  - Retour d'au moins 30000 oiseaux d'eau.
- **Perspectives**
  - Proposition de gestion de la Réserve déjà réhabilitée en Partenariat Public-Privé (PPP).
  - Projet de Transfert d'eau sur 450 Km (PREFERLO). Cout total du projet 760 millions d'Euros dont: (i) station de pompage 300 millions d'euros (ii) conduits 460 millions d'euros.
  - Proposition de réaliser le projet en PPP.

PROJET DE PARC DE TECHNOLOGIQUE NUMÉRIQUE DU SENEGAL



PROJET DE PARC DE TECHNOLOGIQUE NUMÉRIQUE DU SENEGAL

- **Approuvé en octobre 2015 pour s'achever en décembre 2020**
- **Financement de EUR 70 million de la BAD**

- **Objectifs** : (i) réaliser un Parc technologique numérique de classe mondiale qui fera du Sénégal un hub pour les investissements du secteur des TIC et l'externalisation des processus métier (Business Process Outsourcing) (ii) faciliter la création d'emplois grâce au développement l'économie numérique (iii) promouvoir l'innovation dans les TIC et leurs applications pour contribuer au développement socioéconomique du Sénégal et de l'Afrique de l'Ouest.

- **Activités**: Data Centre, Business Process Outsourcing facilities, un incubateur d'entreprises TIC, un centre de formation, un centre de recherche et un centre de production audiovisuelle et de contenu et un bâtiment autonome (bureau administratif et résidentiel pour le personnel et les étudiants)

- **Impacts:** (i) Contribution des TIC au PIB - 1018 milliards FCFA d'ici 2026; (ii) **les entreprises de TIC créées - 500 d'ici 2025; (iii) Augmentation des investissements étrangers dans le secteur des services liés aux TIC - 200 000 000 $ US d'ici 2025**; (iv) 65 000 emplois directs créés d'ici 2025; et 140 000 emplois indirects créés d'ici 2025

CABO VERDE TECHNOLOGY PARK

- **Approved in July 2013; expected completion date: July 2019**
- **Bank approved financing of EUR 35.9 million**

Objective:

- The project will promote innovation and leverage the country's growth by stimulating the ICT economic cluster; train youth, create new jobs in the ICT sector and position Cape Verde as an international center for services, a Gateway to Africa.
- Project Components: Data Centre (DC) and Business Continuity Plan (BCP) or Disaster Recovery site, Business and common facilities Centre (BC), Incubation Centre (IC) and Training and Qualification Centre (TQC).

Prospects

- Various types of partnership agreements with International companies are required to contribute to the sustainability of the Park.
- Promotion of business opportunities requiring venture financing are also required for the Diaspora and potential International investors

MERCI

Plus **d'informations sur www.afdb.org**

Page web:
http://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/sectors/private-sector/

- ✓ Exemples de projets
- ✓ Documents de politique et de stratégie
- ✓ Instruments de financement
- ✓ FAQ
- ✓ etc…

Liste de contrôle:
http://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/sectors/private-sector/how-to-work-with-us/application-checklist-for-non-financial-sectors/

afdb_acc

African Development Bank Group

AfDB_Group